

Equateur : adoption de la nouvelle Constitution

Résultat d'une lutte permanente des femmes et des hommes équatoriens

Egalité a accueilli une délégation de la CONFEMEC, Confédération des femmes équatoriennes pour le changement. Elena Abad Paredes, présidente et Cecilia Jaramillo, fondatrice et porte parole de l'organisation, étaient à Paris. Rencontres et échanges nous ont permis de mieux connaître la formidable mobilisation du peuple équatorien qui vient d'adopter une nouvelle Constitution, la lutte des femmes dans ce processus et l'important travail de la CONFEMEC. Nous réaffirmons dans ces colonnes tout notre soutien aux femmes du peuple équatorien et en particulier à la CONFEMEC.

L'Equateur est un des pays les plus pauvres du monde, mais la situation de pauvreté en Equateur n'est pas subie ; **le peuple équatorien est un peuple qui lutte**, un peuple rebelle. Les femmes équatoriennes participent elles aussi massivement aux mobilisations.

La population a renversé ces dernières années 3 gouvernements consécutifs. Après avoir voté pour eux, elle n'a pas accepté que les promesses ne soient pas tenues et face à cette trahison, le peuple est descendu dans la rue et a forcé ces gouvernements à démissionner.

En 2006, Rafael Correa a été élu par le peuple



Cecilia et Elena lors de la rencontre avec Egalité

équatorien. En 2007, une assemblée nationale constituante créée après un référendum est chargée de rédiger la nouvelle constitution. Au mois de juillet 2008, cette nouvelle Constitution élaborée et portée par le peuple est acceptée par voix référendaire avec 64% de voix pour.


L'Equateur en chiffres

- L'Equateur compte 14 millions d'habitants.
- Il possède de fortes richesses en ressources naturelles : pétrole, or, uranium, etc. Il dispose d'un grand pourcentage de terres fertiles, il connaît tous les climats, ce qui permet d'avoir une agriculture richissime. Pourtant, l'Equateur est un des pays les plus pauvres du monde.
- Le salaire minimum est de 150\$ (110).
- Le taux de chômage est de 20%.
- Il subit une forte domination des Etats-Unis.
- L'Equateur a vu le nombre d'émigrants augmenter d'une manière vertigineuse : 2 millions d'Equatoriens sont partis en exil chassés par la pauvreté (la moitié sont des femmes).
- L'émigration a détruit de nombreuses familles et de nombreux problèmes sont apparus dans des familles déstructurées lorsque les enfants restent seuls au pays : le nombre de grossesses des adolescentes a beaucoup augmenté ces dernières années, ainsi que la consommation de drogue et la délinquance juvénile.

La nouvelle Constitution a été écrite par l'action et la mobilisation populaires

Cette constitution est qualifiée comme la plus démocratique connue par l'Equateur. Elle est le résultat du travail de tous les secteurs sociaux, élaborée par des partis politiques, des syndicats, des associations, des organisations de travailleurs, de paysans, de lycéens, d'étudiants, de femmes, etc.

5200 propositions ont été envoyées à l'Assemblée nationale constituante (au final elle compte 444 articles).

Cette nouvelle Constitution n'a pas été écrite par quelques spécialistes, non-élus, enfermés dans un bureau ; elle a été écrite par l'action et la mobilisation populaires. De nombreuses actions 

ont été mises en place pour imposer un certain nombre d'articles :

- Des enseignants ont occupé et se sont mis en grève de la faim dans les locaux de l'Assemblée nationale pour que l'éducation soit gratuite pour tous de l'école primaire à l'université.
- Les paysans ont bloqué les routes pour que leur régime de Sécurité Sociale soit intégré à la Constitution.
- Les femmes se sont mobilisées par milliers dans les rues pour imposer leurs droits spécifiques notamment la sécurité sociale pour les femmes qui réalisent un travail non rémunéré au foyer ainsi que pour celles qui travaillent dans des activités d'autosubsistance à la campagne. Symboliquement, les organisations de femmes unies dans la Commission Nationale de femmes ont dressé " le bureau des femmes " dans la cantine des députés, où elles ont installé des tables avec des ordinateurs et des permanences quotidiennes afin que leurs revendications ne soient pas oubliées.

Cette Constitution est donc le résultat d'une lutte permanente des hommes et des femmes d'Equateur. C'est le résultat de l'union des forces démocratiques.



Réunion publique de la Confemec en Equateur

La CONFEMEC a participé activement à ce processus au sein de la Commission Nationale des Femmes (CONAMU). Depuis 2006, elle a élaboré les exigences les plus importantes pour les femmes des milieux populaires jamais portées. Des réunions, rencontres, campagnes à l'occasion de la journée mondiale contre la violence en novembre 2007, à l'occasion de la Journée internationale de la lutte des femmes, le 8 mars 2008, et des milliers d'actions et de manifestations de femmes y ont contribué. L'unité de la CONFEMEC avec d'autres organisations de femmes qui

La CONFEMEC

La CONFEMEC a été créée en juin 1998, à Quito. La CONFEMEC est une organisation politique de gauche, démocratique et anti-impérialiste, qui a une importante influence dans le mouvement des femmes du pays. Son principal objectif est de promouvoir l'accès des femmes des milieux populaires à leurs droits mais également à leur participation effective en politique.

Active dans les villes comme dans les campagnes, cette organisation s'est dotée d'une plate forme politique. L'organisation est formée de secteurs très représentatifs de la société équatorienne, femmes indigènes, femmes des campagnes, femmes noires, travailleuses, femmes au foyer, enseignantes, étudiantes, femmes de professions diverses, qui ont intérêt à la lutte pour un projet politique de transformation sociale, contre toute forme de discrimination et pour accéder à l'égalité des droits avec l'homme dans les différents domaines de la vie sociale. La CONFEMEC cherche à organiser spécifiquement les femmes qui doivent se mobiliser pour leurs propres intérêts. L'Equateur compte 24 provinces et la CONFEMEC est présente dans 20 d'entre elles.

La CONFEMEC considère que " la lutte des femmes ne peut se borner uniquement à réclamer à corps et à cri ses droits légitimes, mais qu'il faut plutôt montrer le lien avec la société, et parallèlement chercher les solutions pour résoudre les problèmes les plus graves du pays. "

Les 3 principaux axes de travail de l'organisation sont la lutte contre :

- L'exploitation des femmes travailleuses,
- L'exploitation des femmes par le système patriarcal,
- L'oppression ethnique et culturelle.

Elles luttent également pour l'indépendance nationale et contre l'impérialisme et le néolibéralisme. La libération ne se gagnera que par la lutte politique.

prônent le changement a été décisive pour mobiliser les femmes et pour renforcer le mouvement.

Cette Constitution n'est pas passée sans mal

Les adversaires étaient nombreux et puissants. Les grands propriétaires terriens, les propriétaires des banques, des grands groupes qui travaillent dans le pays, des mines, pouvaient notamment compter sur le soutien de l'Eglise catholique et évangélique qui sont très écoutées là-bas.

L'Eglise cherchait par exemple à faire croire aux paysans que si cette Constitution passait, on leur retirerait leurs terres, leurs poules... et leurs femmes seraient propriété collective.

Des cartes aux effigies religieuses étaient distribuées dans les églises, au dos desquelles on pouvait trouver des consignes de vote... bien entendu contre cette Constitution.

Certaines femmes qui se sont fortement mobilisées pour défendre le droit à l'avortement ont été violées.

Sous couvert de défendre la morale, l'Eglise défendait en fait ses intérêts économiques. En

effet, l'Eglise possède quantité de biens que cette nouvelle Constitution va taxer fortement. De plus, jusqu'à maintenant, toutes les écoles privées catholiques étaient en partie subventionnées par



Rencontre d'Égalité avec la Confemec

l'Etat, ce que la Constitution interdit désormais. La main mise de l'Eglise sur le peuple va certainement pâtir de cette évolution démocratique.

Les impérialistes ne sont pas restés inactifs

Les impérialistes américains, canadiens, français, allemands, anglais, etc., dominant en Equateur ils ont utilisé notamment l'argent qu'ils versent à des ONG pour intervenir dans la campagne contre la constitution. Ces dernières par des moyens pernicieux, maintiennent les peuples dans leur état de dépendance. Ainsi, par exemple, des millions de dollars ont été utilisés pour maintenir les femmes dans leurs conditions en ne leur proposant que des petites solutions pour résoudre leurs petits problèmes (exemple des micro-crédits). Les femmes sont alors enfermées dans une sorte de dépendance par rapport aux ONG et des perspectives de changement plus global ne sont alors pas envisagées. Il a fallu un travail acharné pour les sortir de cette situation d'enfermement individuel, pour qu'elles s'ouvrent à l'expérience que tout le peuple équatorien est en train de vivre, pour qu'elles se mobilisent pour cette constitution en leur expliquant ce qu'elles allaient gagner.

Il ne faut pas nier le processus historique, très important en Equateur, qui a permis d'en arriver là aujourd'hui. La mobilisation populaire a été très importante ces 10 dernières années. Elle a empêché la politique néolibérale de réellement s'implanter, les résistances ont été régulièrement des

Sur le point spécifique des migrants

La CONFEMEC étant très occupée par tout le travail autour de la Constitution en Equateur, elle n'a pas pu trop se consacrer aux migrantes équatoriennes. Cependant, lorsqu'elle en a l'occasion, elle se manifeste pour les soutenir. Ainsi, elle a participé à l'occupation de l'ambassade d'Espagne à Quito au lendemain de l'agression d'une équatorienne dans le métro de Madrid, dénonçant la violence faite aux femmes pauvres.

La Constitution votée en juillet, déclare que tous les migrants sont les bienvenus en Equateur, ils ont les mêmes droits que les Equatoriens, y compris le droit de vote. L'Equateur accueille notamment une forte population colombienne (300.000) et péruvienne.

Les lois sur les migrants mises en place aux Etats-Unis, au Canada et en Europe sont perçues comme une persécution contre les personnes qui cherchent des conditions de vie meilleures, qui quittent leur pays pour aller travailler et non pour faire du tourisme.

La nouvelle Constitution propose que soit adopté un droit à la citoyenneté universelle.

⚡ barrages à cette politique. Aujourd'hui, une nouvelle étape s'ouvre, l'application de la Constitution dépendra de la mobilisation populaire, sinon elle risque de rester lettre morte. L'ébullition politique est permanente. En ce moment même,

les organisations et associations de femmes organisent des réunions régionales de travail pour proposer, depuis la base, des lois d'application des mesures qui figurent dans la Constitution...la mobilisation se poursuit. □

La Nouvelle Constitution enregistre des avancées importantes pour l'ensemble du peuple équatorien, pour les droits des femmes notamment pour celles des milieux populaires

- L'Etat devient constitutionnellement : laïc, social, démocratique, souverain, indépendant, unitaire, interculturel, et plurinationnel.
- Les droits à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, à la sécurité sociale, à l'eau sont garantis à tous les habitants sans discrimination.
- L'éducation sera gratuite depuis la maternelle jusqu'à l'université. La santé dans les établissements publics sera gratuite (médicaments et examens compris)
- La souveraineté alimentaire devient un objectif stratégique de l'Etat pour garantir l'autosuffisance de la population avec des aliments sains.
- La discrimination pour des raisons d'ethnie, de lieu de naissance, d'identité culturelle, d'état civil, d'idéologie, de passé judiciaire, de condition socio-économique, de condition migratoire, d'orientation sexuelle, d'état de santé, maladie du VIH, d'incapacité et de différence physique est interdite.
- Les grandes propriétés terriennes, la concen-

tration de la terre sont interdites ainsi que la privatisation de l'eau.

- Les activités financières doivent être au service de l'ordre public. La spéculation est interdite.
- L'Etat ne garantit pas les fonds de la banque privée. Ce sont les seuls propriétaires des banques qui en sont responsables. Le gel et la rétention généralisée des fonds et des dépôts dans les institutions financières publiques et privées sont interdits.
- L'Etat doit œuvrer pour instaurer un régime de développement qui :
 - o améliore la qualité et l'espérance de la vie
 - o construise un système économique juste, démocratique, productif basé sur la distribution égalitaire des fruits du développement et des moyens de production. Système qui doit générer du travail digne et stable.
 - o favorise la participation et le contrôle social
 - o protège et reconstruit la nature
 - o protège et encourage la diversité culturelle

Nouveaux droits spécifiques des femmes reconnus dans la Constitution

L'accès à l'emploi des femmes est garanti, le licenciement des femmes enceintes, la discrimination au travail et le harcèlement sont interdits.

- Le travail des femmes au foyer est reconnu comme productif.
- La sécurité sociale des personnes qui réalisent un travail non rémunéré au foyer ainsi que celles qui travaillent dans des activités d'autosubsistance à la campagne est garantie.
- Est garanti aussi le droit des hommes et des femmes à la propriété.
- L'Etat garantit aussi le droit des femmes à prendre des décisions, libres, responsables, à être informées sur leur santé et leur vie sexuelle et à déci-

der du moment et du nombre d'enfants voulus.

- Les personnes qui ne versent pas les pensions alimentaires ne peuvent pas être candidats aux différentes élections du pays.
- Le partage des tâches domestiques et familiales doit être impulsé par l'Etat.
- La violence conjugale est reconnue comme un délit et l'Etat doit mettre en place un système de protection et d'assistance aux victimes de la violence et aux témoins. La publicité ne doit pas conduire à la violence, à la discrimination, au racisme, au sexisme, à l'intolérance religieuse ou politique.
- La parité et l'alternance entre les hommes et les femmes dans les partis et mouvements politiques et dans le système électoral sont garanties.